



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour
La Bourse Régionale des valeurs mobilières (BRVM) ouvre sa séance de cotation du jour ... • (Page 07)

Économie

L'euro chute à un niveau historique face au franc suisse

Le franc suisse continue de s'apprécier, tandis que l'euro poursuit sa dégringolade. Ce mardi, la monnaie européenne est tombée à 0,9210 franc, son plus bas ... • (Page 08)

Vol au Louvre

Le préjudice évalué par le musée à 88 millions d'euros

Lors du spectaculaire braquage, le procureur de Paris chiffre le manque à gagner historique. Le 19 octobre 2025,... • (Page 08)

UEMOA-FMI-Banque mondiale

Des échanges de haut niveau pour la stabilité de l'Union

• (Page 03)



Région des Grands Lacs

• (Page 04)

Le Togo et la France annoncent une conférence pour la paix à Paris

Visite guidée

BB Lomé ouvre ses portes à l'Association Togolaise des Consommateurs

La Brasserie BB Lomé S.A a accueilli le vendredi 17 octobre 2025, une délégation de l'Association Togolaise des ... • (Page 02)

Café & cacao

Le CCFCC outille les contrôleurs de qualité

Du 15 au 17 octobre 2025, le Comité de Coordination pour les Filières Café et Cacao (CCFCC) a tenu à Kpalimé un atelier de formation destiné aux contrôleurs de qualité. La session vise à ... • (Pages 04)

EMERGING Valley 2025

L'Afrique au cœur de la révolution technologique mondiale

Le sommet euro-africain de la Tech et de l'investissement, EMERGING Valley, revient le 26 novembre 2025 à TheCamp, sur le territoire Aix-Marseille-Provence, ... • (Page 06)

Restauration des paysages forestiers

Le plan d'action régional présenté aux acteurs de Blitta

Le Plan d'action régional (PAR) pour la Restauration des paysages forestiers (RPF) a été présenté aux acteurs de la préfecture de Blitta, réunis en atelier, le ... • (Page 11)



TESTEZ CHEZ VOUS VOTRE ÉLIGIBILITÉ

TÉLÉCHARGEZ L'APP CANALBOX | **INSTALLATION DE LA BOX 100% GRATUITE***



8866
Coût de l'appel : 20 FCFA.

*Offre valable jusqu'au 31 août 2025. Sous conditions d'éligibilité et de paiement du premier forfait mensuel

www.canalbox.tg

Visite guidée

BB Lomé ouvre ses portes à l'Association Togolaise des Consommateurs

La Brasserie BB Lomé S.A a accueilli le vendredi 17 octobre 2025, une délégation de l'Association Togolaise des Consommateurs (ATC) pour une visite guidée de ses installations industrielles. Une initiative placée sous le signe de la transparence, du dialogue et du renforcement de la confiance entre producteurs et consommateurs togolais.

• Junior Aredola

Immersion au cœur du processus de production. La visite, organisée à l'initiative de la direction de BB Lomé, a permis aux membres de l'ATC de plonger au cœur du processus de fabrication de la bière, depuis le brassage jusqu'au conditionnement final. Guidée par Eli Akué Afanou, chef de la section Qualité Sécurité Environnement (QSE), la délégation a découvert les différentes étapes de transformation : brassage, fermentation, filtration et mise en bouteille. « Nous avons présenté à nos visiteurs toutes les phases du processus. Ils ont pu constater la différence entre la bière avant et après filtration, aussi bien par la couleur que par le goût », a expliqué M. Afanou. Pour le responsable QSE, cette démarche traduit avant tout une volonté d'ouverture : « C'est une belle opportunité pour BB Lomé de montrer à une association de consommateurs l'ensemble de nos pratiques, de manière claire et ouverte. Cela permet de lever certaines zones d'ombre et de rassurer nos clients sur la qualité de nos produits. »



s'inscrit dans une dynamique de responsabilité sociétale et de communication proactive. Dans un contexte où les consommateurs sont de plus en plus exigeants sur la qualité et la traçabilité des produits, cette démarche constitue un signal fort de transparence. Elle permet non seulement de valoriser la rigueur des standards de production observés par la brasserie, mais aussi de favoriser un dialogue direct avec la société civile. Pour l'ATC, cette ouverture est un gage de confiance : « Nos attentes ont été comblées. Nous avons fait des découvertes, les équipements sont modernes, l'organisation est exemplaire. Nous tenons à dire un grand merci aux responsables de la BB Lomé pour cette opportunité », a déclaré Léon Agboka, chef de la délégation. Au-delà de la simple visite, cette rencontre symbolise un nouveau modèle de coopération constructive entre entreprises industrielles et associations de consommateurs, fondé sur l'écoute, la transparence et le

respect mutuel.

BB Lomé, un acteur industriel engagé pour la qualité et la responsabilité

Filiale historique du groupe Castel, la Brasserie BB Lomé S.A est l'un des fleurons de l'industrie agroalimentaire togolaise. Forte de plusieurs décennies d'expérience, elle s'est imposée comme un acteur clé du secteur, combinant innovation technologique, création d'emplois locaux et engagement pour la qualité. La visite de l'ATC s'inscrit dans une série d'initiatives menées par l'entreprise pour renforcer son ancrage citoyen et promouvoir une culture de la qualité et de la transparence. Dans un marché en pleine évolution, où la relation entre producteurs et consommateurs repose de plus en plus sur la confiance, BB Lomé entend continuer à jouer un rôle moteur, en associant excellence industrielle et responsabilité sociale.

Transparence au service du consommateur

En invitant l'ATC à visiter ses installations, la BB Lomé



Image du jour

AUX DECIDEURS ...

Crédibilité et confiance

La participation du Togo aux Assemblées annuelles du Fonds monétaire international (FMI) et du Groupe de la Banque mondiale, du 13 au 18 octobre 2025 à Washington, ne relève pas d'un simple rituel diplomatique. Elle symbolise la maturité économique d'un pays qui assume désormais pleinement son rôle d'acteur crédible sur la scène internationale. Sous la conduite du Ministre de des Finances et du Budget, Essowè Georges Barcola, le Togo y défend une vision claire : celle d'une économie stable, résiliente et ouverte à l'investissement productif.

Ce positionnement s'appuie sur des fondations solides. Le programme soutenu par la Facilité élargie de crédit (FEC) du FMI, en cours d'exécution, illustre la volonté du gouvernement de consolider la discipline budgétaire tout en favorisant une croissance inclusive. Maîtriser la dette, mobiliser les recettes intérieures, améliorer la qualité des dépenses publiques et stimuler le secteur privé : autant de chantiers qui traduisent une gestion économique rigoureuse et une ambition de long terme.

Parallèlement, la coopération avec la Banque mondiale renforce cette dynamique à travers des investissements stratégiques dans l'énergie, l'agriculture, la santé, l'éducation et la gouvernance numérique. Ces appuis structurants témoignent de la confiance renouvelée des partenaires internationaux dans la trajectoire du pays. Le Togo ne se contente plus de subir les décisions globales : il participe activement aux discussions, propose des solutions et plaide pour une approche plus inclusive du développement.

Mais au-delà des chiffres et des programmes, c'est la philosophie de gouvernance économique qui mérite d'être saluée. Le Togo s'engage résolument sur la voie d'une transformation structurelle fondée sur la responsabilité, la transparence et l'efficacité de l'action publique. Ce choix courageux s'inscrit dans la continuité de la Feuille de route gouvernementale 2025, portée par le leadership éclairé du Président du Conseil, Son Excellence Monsieur Faure Essozimna Gnassingbé.

Dans un contexte mondial marqué par les incertitudes économiques, la montée des tensions géopolitiques et les défis climatiques, le Togo fait le pari de la stabilité et de la prévoyance. Son message à Washington est clair : le développement durable n'est pas une aspiration, c'est une stratégie. Et cette stratégie repose sur une gouvernance financière solide, un engagement social inclusif et un dialogue permanent avec les partenaires techniques et financiers.

Les Assemblées annuelles du FMI et de la Banque mondiale rappellent, chaque année, que la crédibilité économique ne se décrète pas : elle se construit, se prouve et se consolide. Le Togo, à travers sa participation active et sa cohérence stratégique, démontre qu'il en a compris l'essence. Et c'est bien là la marque d'un pays en marche vers la pleine souveraineté économique.

M.T

Le Togo en chiffres

DEMOGRAPHIE

	Pays	Afrique de l'Ouest	Afrique subsaharienne
Population (NU, 2023)	9,3 M	446 M	1,2 Md
Taux de croissance démographique (NU, 2023)	2,3%	2,3%	2,6%
Population en 2050 (estimations NU, 2023)	15,6 M	735 M	2,1 Mds
Taux de fertilité (NU, 2023)*	4,2	4,4	4,3
Mortalité infantile des enfants de moins de 1 an (NU, 2023)**	41	60	48
Taux de natalité chez les femmes âgées de 15 à 19 ans (2023, NU)***	77,1	91,2	94,4
Part de la population âgée de moins de 15 ans (NU, 2023)	39,9%	41,5%	41%
Espérance de vie à la naissance (NU, 2023)	62,7 ans	58,3 ans	62,1 ans
Part de la pop. urbaine (NU, 2023)	44,5%	49,5%	43,1%

* Nombre d'enfants par femme. ** Nombre de décès pour 1000 enfants. *** Nombre de naissances pour 1000 femmes.

• Source : tresor.economie.gouv.fr

UEMOA–FMI–Banque mondiale

Des échanges de haut niveau pour la stabilité de l'Union

La Commission de l'Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA) a pris une part active aux Assemblées annuelles 2025 du Fonds Monétaire International (FMI) et du Groupe de la Banque mondiale, tenues du 13 au 18 octobre à Washington D.C. Conduite par son Président, Abdoulaye DIOP, la délégation a multiplié les échanges avec les principaux partenaires financiers internationaux.

• Joël Yanclo

Consolider la coopération, maintenir la stabilité macroéconomique et accélérer la mise en œuvre du Plan stratégique IMPACT 2030. Dans cette optique, le 14 octobre, le Président DIOP, accompagné du Commissaire chargé des Politiques économiques et de la Fiscalité intérieure, a rencontré Vitaliy KRAMARENKO, Directeur adjoint du Département Afrique du FMI, en présence du Chef de mission pour l'UEMOA, Luca Antonio RICCI. La rencontre a permis de dresser un état des lieux des programmes économiques et financiers en cours dans la région. Le Président DIOP s'est félicité de l'excellente qualité du partenariat avec le FMI, saluant notamment l'appui technique apporté dans les domaines de la gestion de la dette, des statistiques économiques et de la gouvernance financière. Le FMI, pour sa part, a salué les réformes engagées dans l'Union, en particulier la finalisation du nouveau Pacte de convergence, de stabilité, de croissance et de solidarité, et a réaffirmé son engagement à soutenir la



stabilité macroéconomique dans la zone. Le 15 octobre, la Commission de l'UEMOA a également échangé avec la Société Financière Internationale (SFI), représentée par Ethiopis TAFARA, Vice-président Afrique, entouré de ses collaborateurs. Les discussions ont porté sur le développement des marchés de capitaux, la promotion des Partenariats Public-Privé (PPP) et la création de nouveaux instruments financiers destinés à soutenir le secteur privé régional. Les deux institutions ont également convenu de renforcer la coopération dans le cadre de l'Alliance pour l'Entrepreneuriat en Afrique (AEA), ainsi que sur la titrisation et les obligations offshore, leviers essentiels pour le finan-

cement durable.

Une Union économiquement stable et résiliente

Lors de la rencontre de haut niveau UEMOA–FMI tenue le 16 octobre, le débat a porté sur le thème : « Maintenir la stabilité macroéconomique et la viabilité externe pour préserver la dynamique de croissance dans l'UEMOA ». Le Directeur Général Adjoint du FMI, Kenji OKAMURA, s'est félicité de la performance économique de la zone : une croissance robuste, une inflation en baisse et des réserves de change en hausse. Le taux de croissance devrait atteindre 6,7 % en 2025, après 6,3 % en 2024, porté par les secteurs extractif, manufacturier et agricole.

L'inflation, qui avait culminé à 7,4 % en 2022, devrait se stabiliser à 3 % en 2025. Toutefois, le FMI a appelé à maintenir une discipline budgétaire rigoureuse face aux risques externes, notamment les tensions géopolitiques, le changement climatique et les défis sécuritaires. Le Président du Conseil des Ministres Statutaire de l'Union, Aboubakar NACANABO, a salué l'organisation régulière de ces échanges, qu'il a qualifiés de « laboratoire d'idées

». Il a également remercié le FMI pour son appui constant dans le renforcement de la gouvernance macroéconomique. Le Gouverneur de la BCEAO, Jean-Claude Kassi BROU, a confirmé la solidité des réserves de change, couvrant désormais six mois d'importations. Il a réaffirmé la poursuite d'une politique monétaire prudente. Pour sa part, le Président de la BOAD, Serge EKUE, a souligné la bonne perception des risques par les investisseurs, traduisant la crédibilité accrue de la zone sur les marchés financiers internationaux.

Dynamique d'intégration régionale soutenue par la Banque mondiale

La coopération entre la Commission de l'UEMOA et la Banque mondiale s'est également illustrée à travers plusieurs rencontres. Le 16 octobre, le Président DIOP et sa délégation ont eu une séance de travail avec Marina WES, Directrice de

l'Intégration régionale pour l'Afrique subsaharienne par intérim. Les discussions ont porté sur l'avancement du Projet d'Harmonisation et d'Amélioration des Statistiques (PHASAOC) et du Projet WACA ResIP sur la résilience côtière. La Banque mondiale s'est réjouie de leur bonne exécution et a salué l'adoption par l'UEMOA d'une décision instituant l'Enquête Harmonisée sur les Conditions de Vie des Ménages (EHCVM), outil essentiel de suivi des progrès socio-économiques. La délégation de la Commission a également rencontré Ousmane DIAGANA, Vice-président Afrique de l'Ouest et du Centre de la Banque mondiale, qui a réaffirmé le soutien du Groupe à l'UEMOA, notamment dans les secteurs clés tels que l'énergie, l'économie numérique, l'agriculture et les marchés de capitaux. Enfin, une visite de courtoisie a été rendue à Harold TAVARES, Administrateur du Groupe Afrique II à la Banque mondiale, représentant les huit États membres de l'Union. Celui-ci a salué la trajectoire économique positive de la zone et a promis un suivi étroit des projets communautaires financés par la Banque.



Le Togo en chiffres

	2023	2024
Croissance du PIB réel (FMI)	5,6 %	5,3 %
Croissance du PIB réel par habitant (FMI)	3,1 %	2,8 %
Taux d'inflation moyen annuel (FMI)	5,3 %	2,7 %
Solde budgétaire global, dons compris (en % du PIB, FMI)	-6,7 %	-4,9 %
Dette publique (en % du PIB, FMI)	68,0 %	69,7 %
Recettes publiques (en % du PIB, FMI)	19,8 %	19,0 %
Solde courant externe (en % du PIB, FMI)	-2,9 %	-3,0 %
Réserves en mois d'importations (FMI, Regional Economic Outlook) (UEMOA)	3,2 mois	3,3 mois

PIB nominal en 2023 (FMI)

9,1 Mds USD

Population en 2023 (FMI)

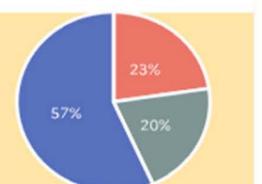
9,1 M

PIB/hab en 2023 (FMI)

1 001 USD

Répartition sectorielle du PIB en 2022 (CNUCED)

■ Agriculture ■ Industrie ■ Services



Source : tresor.economie.gouv.fr

Région des Grands Lacs

Le Togo et la France annoncent une conférence pour la paix à Paris

Paris accueille bientôt une Conférence internationale pour la paix et la prospérité dans la région des Grands Lacs.

● Junior Aredola

Le 30 octobre prochain, la capitale française sera le théâtre d'une rencontre diplomatique majeure : la Conférence de soutien à la paix et à la prospérité dans la région des Grands Lacs. Coorganisé par la France et le Togo, médiateur de l'Union africaine dans la crise entre la RDC et le Rwanda, cet événement vise à mobiliser la communauté internationale autour d'une réponse humanitaire et politique durable dans cette région stratégique d'Afrique. Prévus à Paris, la Conférence de soutien à la paix et à la prospérité dans la région des Grands Lacs s'inscrit dans un contexte régional tendu, marqué par la persistance des affrontements à l'est de la République Démocratique du Congo (RDC) et les tensions diplomatiques entre Kinshasa et Kigali. Fruit d'une coordination étroite entre la France et le Togo, médiateur mandaté par l'Union africaine, cette rencontre réunira des dirigeants, des diplomates, ainsi que des représentants d'organisations internationales telles que les Nations Unies, l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) ou encore la Mission de l'ONU pour la stabilisation en RDC (MONUSCO). Les échanges porteront sur plusieurs priorités : la réponse à l'urgence humanitaire dans les zones affectées par les violences, le renforcement des dynamiques de négociation et de médiation en cours – notamment celles appuyées par les États-Unis, le Qatar



et l'Union africaine – et la relance d'une coopération économique régionale. L'objectif est de faire de la paix un levier de prospérité partagée, dans une région riche en ressources mais minée par des décennies de crises. Depuis sa désignation comme médiateur officiel de l'Union africaine sur la région des Grands Lacs, le Togo, sous l'impulsion de son Président du Conseil, a intensifié ses efforts diplomatiques. Lomé est devenu un carrefour de concertations, accueillant plusieurs sessions de dialogue entre parties prenantes et partenaires régionaux. Ces initiatives, saluées à l'international, traduisent l'engagement du Togo en faveur d'une résolution pacifique des différends et d'un retour durable à la stabilité.

Le Togo, un acteur de la diplomatie africaine

La tenue de cette conférence à Paris symbolise l'importance croissante du Togo sur la scène diplomatique africaine et mondiale. En se positionnant comme médiateur dans l'un des conflits les plus complexes du continent, Lomé confirme son rôle de facilitateur et de partenaire

crédible pour la paix. Cette initiative conjointe avec la France traduit également une nouvelle approche de la coopération internationale, combinant engagement politique, soutien humanitaire et perspectives économiques. L'intégration régionale, mise en avant comme condition essentielle d'une paix durable, figure parmi les thématiques phares du rendez-vous. La présence de partenaires majeurs comme les États-Unis, le Qatar et l'Union africaine reflète l'intérêt global pour la stabilisation de la région des Grands Lacs, dont la sécurité conditionne celle d'une grande partie du continent. En ce sens, la Conférence de Paris s'annonce comme une plateforme stratégique pour redéfinir les priorités régionales, mobiliser des ressources financières et encourager une gouvernance concertée au service du développement. La région des Grands Lacs, englobant la RDC, le Rwanda, le Burundi et l'Ouganda, reste l'une des zones les plus fragiles d'Afrique. Malgré son immense potentiel économique et naturel, elle demeure marquée par des décennies de conflits armés, de déplacements massifs de populations et de rivalités transfrontalières. L'est de la RDC, en particulier, est le théâtre de violences récurrentes opposant forces armées, groupes rebelles et milices locales.



Café & cacao

Le CCFCC outille les contrôleurs de qualité

Du 15 au 17 octobre 2025, le Comité de Coordination pour les Filières Café et Cacao (CCFCC) a tenu à Kpalimé un atelier de formation destiné aux contrôleurs de qualité. La session vise à renforcer les compétences techniques des agents en charge du contrôle, afin de maintenir les standards de qualité du café et du cacao togolais sur le marché international.

● Wilson Lawson

Pendant trois jours, 22 contrôleurs de qualité ont pris part à un atelier de renforcement de capacités initié par le CCFCC, avec l'appui de la direction régionale du commerce des Plateaux et du Syndicat Indépendant des Acheteurs de Café et de Cacao du Togo (SIACCTO). Les travaux ont permis aux participants de revisiter leurs rôles et responsabilités, tout en se familiarisant avec les méthodes de contrôle de qualité et les nouvelles procédures de collecte de données dans les filières café et cacao. Les sessions ont porté notamment sur les démarches méthodologiques de contrôle qualité ; les enjeux actuels des filières au niveau national et international ; le rôle du contrôleur dans la chaîne de valeur et sa fiche de poste ; la collecte et la fiabilité des données statistiques ; la mise en circulation de nouveaux tickets de transport pour les produits ; et enfin, les bonnes pratiques de collaboration avec les producteurs en milieu paysan. À l'issue de la formation, les contrôleurs se sont déclarés mieux préparés à assurer un suivi rigoureux et à garantir la conformité des produits togolais aux normes internationales.



concurrentielle mondiale sur les marchés du café et du cacao, la qualité demeure le principal atout du Togo pour renforcer sa position à l'exportation. La formation des contrôleurs répond également à une exigence de traçabilité et de transparence dans la filière. En dotant ces acteurs d'outils modernes et de compétences actualisées, le CCFCC entend garantir une remontée d'informations fiables, facteur essentiel pour la planification et la certification des produits. De plus, la mise en place de nouveaux tickets de transport témoigne d'une volonté d'améliorer la gestion logistique et de réduire les pertes post-récolte, tout en assurant une meilleure traçabilité des flux commerciaux.

Une filière en pleine modernisation

Le Comité de Coordination pour les Filières Café et Cacao (CCFCC) joue un rôle central dans la régulation, la promotion et le développement durable de ces deux filières stratégiques pour l'économie togolaise.

Les produits café et cacao représentent des sources majeures de revenus agricoles et participent à la réduction de la pauvreté en milieu rural, en particulier dans les zones de production comme Kpalimé, Badou et Tchamba. Depuis plusieurs années, le Togo s'est engagé dans un processus de modernisation des filières agricoles à travers la formation, la professionnalisation des acteurs et l'amélioration des standards de qualité. En organisant régulièrement des ateliers de ce type, le CCFCC réaffirme son engagement pour la durabilité, la transparence et la compétitivité des produits togolais sur les marchés régionaux et internationaux. En formant ses contrôleurs de qualité, le CCFCC consolide la chaîne de valeur du café et du cacao et renforce la crédibilité du label togolais à l'international. Cette initiative illustre la détermination du Togo à faire de ses produits agricoles un levier de croissance durable et de rayonnement économique.

Préserver la qualité, enjeu clé pour la compétitivité

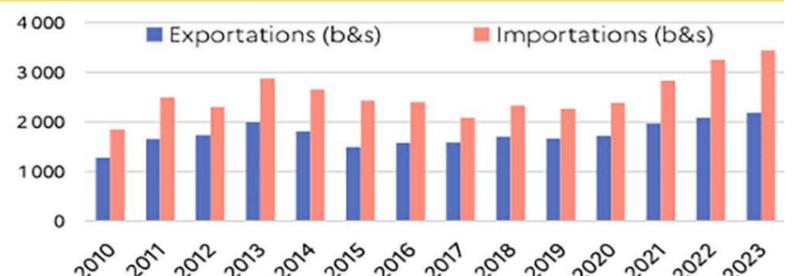
Dans un contexte de forte



Le Togo en chiffres

Commerce extérieur du Togo (M USD, Banque Mondiale)

	2021	2022	2023
Exportations de biens et services (BM)	1 971	2 091	2 192
Importations de biens et services (BM)	2 833	3 259	3 441
Balance des biens et services (BM)	- 861	- 1 167	- 1 249



● Source : tresor.economie.gouv.fr

UNION ÉCONOMIQUE ET
MONÉTAIRE OUEST AFRICAINE



VISION
PROSPECTIVE
UEMOA
2040

Huit pays, un destin commun

EMERGING Valley 2025

L'Afrique au cœur de la révolution technologique mondiale

Le sommet euro-africain de la Tech et de l'investissement, EMERGING Valley, revient le 26 novembre 2025 à TheCamp, sur le territoire Aix-Marseille-Provence, sous le haut patronage du président Emmanuel Macron. Pour cette 9^e édition, l'événement mettra en lumière le rôle grandissant du continent africain dans la nouvelle géographie mondiale de l'innovation et des investissements technologiques.

● Vivien Atakpabem

Créé en 2017, EMERGING Valley s'impose comme le rendez-vous incontournable des écosystèmes d'innovation entre l'Afrique et l'Europe. Véritable catalyseur de synergies, le sommet réunira cette année plus de 1300 participants, 150 startups et 60 investisseurs internationaux venus de plus de 70 pays. Pour Samir Abdelkrim, fondateur d'EMERGING Valley, l'objectif reste inchangé : « renforcer le dialogue stratégique entre les deux continents et encourager des solutions inclusives et durables au service du développement ». Cette édition 2025 confirme la montée en puissance de l'Afrique dans le paysage mondial de la Tech, notamment à travers la participation d'investisseurs venus d'Europe, d'Afrique, du Golfe, du Japon et des États-Unis. Des acteurs majeurs du capital-risque tels que Flat6Labs, Orange Ventures, Launch Africa Ventures, 500 Global ou Gaia Impact Fund seront présents pour échanger avec les champions africains de l'innovation en quête de financements internationaux. Le contexte s'y prête : après une période de ralentissement, la scène du capital-risque africain reprend des couleurs, avec plus de 3,2 milliards USD levés en 2024, selon le rapport Par-tech. EMERGING Valley se positionne ainsi comme la principale plateforme d'investissement transcontinentale, favorisant les rencontres entre fonds, business angels et startups à impact. L'événement offrira un parcours



Investissement complet avec pitches de startups, rencontres B2B, sessions de démonstration et dialogues de haut niveau, créant un environnement propice aux affaires et à la coopération.

L'intelligence artificielle et la coopération euro-africaine au centre du jeu

Parmi les thématiques phares de cette 9^e édition, l'intelligence artificielle (IA) occupera une place de choix. EMERGING Valley 2025 mettra en avant une IA africaine inclusive, éthique et tournée vers le développement, notamment dans les secteurs de la santé, de l'agriculture et de l'éducation. « Les solutions africaines en IA, nées de la frugalité et de l'ingéniosité locale, peuvent inspirer le monde », souligne Samir Abdelkrim. L'événement proposera des panels "AI for Good", des sessions de matchmaking entre startups et fonds à impact, ainsi qu'une vitrine des success stories africaines dans ce domaine. Au-delà de la technologie, EMERGING Valley s'affirme comme un symbole fort de coopération équilibrée entre le Nord et le Sud. Il illustre la conviction que le futur de l'innovation mon-

diale se construira à travers les Suds, entre l'Afrique, la Méditerranée et l'Europe de l'Est. L'arrivée de délégations officielles de Tunisie, Maroc, Kenya, RDC, Mauritanie et Comores, ainsi que celle du Partenariat Oriental de l'Union européenne (Ukraine, Moldavie, Arménie), traduit cette volonté d'ouverture géopolitique et de co-innovation. En parallèle, le Prix Provence Africa Connect, porté par la Métropole Aix-Marseille-Provence, récompensera les entrepreneurs euro-africains qui incarnent le mieux cette coopération par des projets concrets et durables. Les lauréats bénéficieront d'un accompagnement sur mesure et d'une visibilité internationale. Le choix d'Aix-Marseille-Provence comme hôte d'EMERGING Valley n'est pas anodin. Avec ses 18 câbles sous-marins reliant l'Europe, l'Afrique et le Moyen-Orient, la métropole s'impose comme l'une des principales plaques tournantes mondiales du numérique. C'est donc naturellement que Marseille est devenue la porte d'entrée de l'entrepreneuriat africain vers l'Europe, un territoire où se tissent chaque année de nouvelles alliances technologiques et économiques.

Afrique

125 millions de dollars pour stimuler l'entrepreneuriat des jeunes

Le Groupe de la Banque africaine de développement, en partenariat avec le gouvernement de l'Angola et l'Union européenne, a lancé un Projet pour l'emploi des jeunes (Youth Employment Project - Crescer Project) de 125 millions de dollars pour stimuler l'entrepreneuriat et la création d'emplois au sein de la jeunesse angolaise.



● Nicole Esso

Ce projet permettra de créer plus de 112 000 emplois indirects, de soutenir la croissance de plus de 10 000 micros, petites et moyennes entreprises (MPME) et start-ups, et d'élargir le développement des compétences dans des secteurs clés, notamment l'agriculture, l'aquaculture, les transports et les énergies renouvelables. Le ministre de la Planification, Victor Hugo Guilherme, a souligné l'alignement stratégique du projet sur la « Vision Angola 2050 » et le « Plano de Desenvolvimento Nacional 2023-2027 » (Plan national de développement 2023-2027), qui contribue à la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD). Le ministre de la Planification, Victor Hugo Guilherme, lors du lancement du Projet pour l'emploi des jeunes de 125 millions de dollars en Angola. S'exprimant lors du lancement, l'administrateur pour l'Angola, le Mozambique, la Namibie et le Zimbabwe de la

Banque africaine de développement, Eugénio Maria Paulo, a salué l'engagement du gouvernement en faveur de l'autonomisation des jeunes. « Nous félicitons le gouvernement angolais d'avoir pris une mesure aussi décisive en faveur de l'investissement dans la jeunesse. En plaçant la jeunesse au centre du développement national, le gouvernement envoie un message puissant : que ce sont les jeunes qui bâtiront l'avenir de l'Angola », a-t-il déclaré, ajoutant que soutenir les MPME et les start-ups dirigées par des jeunes le long du corridor de Lobito stimule les économies locales et réduit la pression de l'exode rural. Le projet sera cofinancé par la Banque africaine de développement (qui fournit un crédit souverain de 79,08 millions de dollars), le gouvernement angolais (qui participe à hauteur de 29,06 millions de dollars) et l'Union européenne (qui apporte une contribution de 16,08 millions de dollars). Le projet s'appuie sur les progrès réalisés dans le cadre des programmes phares du gouvernement visant à soutenir l'entrepreneuriat et la formalisation de l'économie, notamment le Programme

d'appui à la production, à la diversification des exportations et à la substitution des importations. Il permettra de créer 149 720 emplois (37 430 directs et environ 112 290 indirects), de former 97 569 jeunes (dans les domaines des technologies numériques, de l'agriculture climato-intelligente et des transports), de développer et d'accélérer la croissance de 10 400 MPME, de fournir des services de développement des entreprises à 385 MPME et à 97 start-ups, de renforcer les capacités de 40 organisations de soutien aux entreprises et d'injecter jusqu'à 15 millions de dollars pour améliorer l'accès au financement. Au moins 50 % des bénéficiaires seront des femmes. Cette intervention complète le projet en cours de Parc scientifique et technologique (achèvement prévu en novembre 2025), développé grâce à un partenariat entre la Banque africaine de développement et le gouvernement angolais, dont l'objectif est de contribuer à la diversification économique du pays, à travers l'innovation scientifique et technologique.

Fintech

Julaya renforce son expansion avec l'appui financier de CDC CI Capital

L'obtention de son agrément d'établissement de paiement en mai 2025, la fintech ivoirienne entend renforcer ses services de paiement et soutenir l'accès au crédit pour les PME.

La fintech ivoirienne Julaya, spécialisée dans les solutions de paiement destinées aux entreprises, a signé le vendredi 17 octobre 2025, un accord de financement de 800 millions FCFA (1,41 million \$) avec CDC-CI Capital, le fonds d'investissement public de la Caisse des dépôts et consignations de Côte d'Ivoire. Ce financement prend la forme d'une émission d'obligations convertibles en actions. Ce type d'instrument combine



les caractéristiques d'un emprunt classique et celles d'un placement en capital. Selon Arthur Coulibaly, directeur général de CDC-CI Capital, la conversion des obli-

gations en actions pourra intervenir dans un délai de deux à trois ans, à condition que la fintech atteigne certains objectifs financiers et opérationnels préétablis.

Les fonds levés serviront à renforcer l'offre de services de Julaya. L'entreprise prévoit d'élargir ses solutions de paiement électronique, de collecte de fonds et de gestion de trésorerie pour les petites et moyennes entreprises (PME). Elle prévoit également de développer des produits de financement court terme, notamment des services de crédit aux PME. Ces nouveaux outils doivent permettre aux entreprises d'améliorer leur gestion de

trésorerie. La fintech, qui revendique plus de 1000 entreprises clientes, accompagne les PME et organisations dans la digitalisation de leurs opérations financières. Elle ambitionne de renforcer ses infrastructures technologiques pour accompagner la croissance de ses volumes financiers qui dépassent aujourd'hui les 1000 milliards FCFA de flux annuels. Ce financement intervient cinq mois après l'agrément d'établissement de paiement en

Côte d'Ivoire, auprès de la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO). Fondée en 2018 par Mathias Léopoldie et Charles Talbot, la fintech est aujourd'hui active en Côte d'Ivoire, au Bénin, au Sénégal et au Togo. En 2024, elle a enregistré 820 000 transactions au Sénégal, en hausse de 37% par rapport à 2023, et compte plus de 2800 utilisateurs actifs au Sénégal.

Avec Agence Ecofin

BRVM BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

mardi 21 octobre 2025

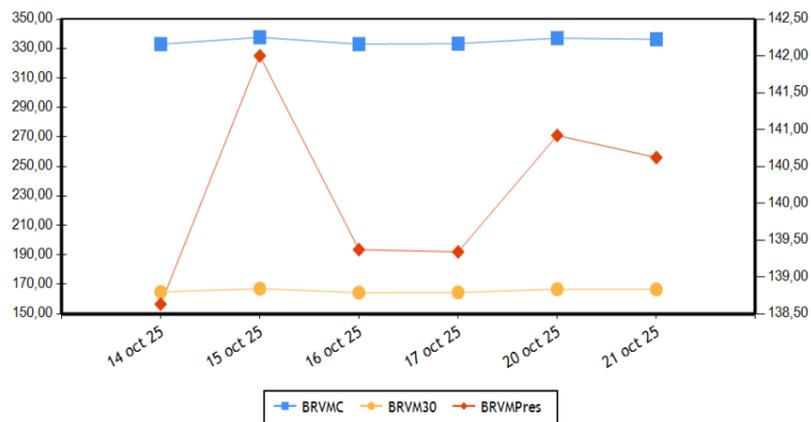
N° 199

BRVM COMPOSITE	336,18
Variation Jour	-0,25 % ↓
Variation annuelle	21,80 % ↑

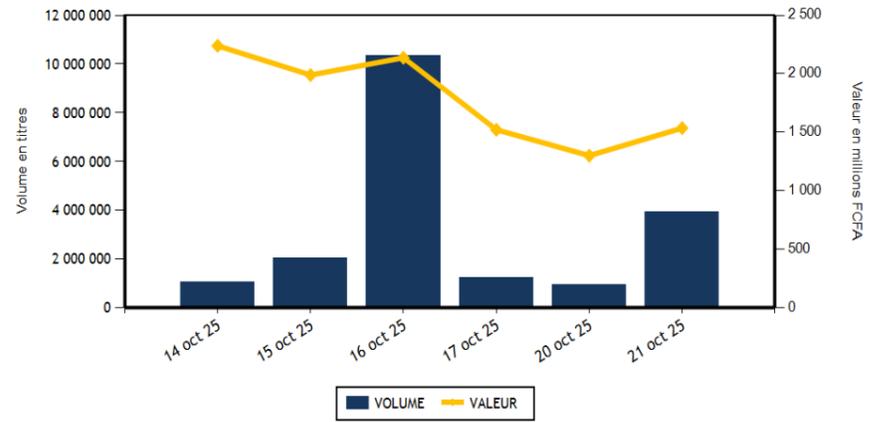
BRVM 30	166,49
Variation Jour	-0,08 % ↓
Variation annuelle	20,00 % ↑

BRVM PRESTIGE	140,62
Variation Jour	-0,21 % ↓
Variation annuelle	22,45 % ↑

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	12 961 573 937 212	-0,25 %
Volume échangé (Actions & Droits)	3 932 587	317,61 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	1 529 917 830	24,26 %
Nombre de titres transigés	45	-2,17 %
Nombre de titres en hausse	13	-23,53 %
Nombre de titres en baisse	22	-4,35 %
Nombre de titres inchangés	10	66,67 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	10 913 974 588 195	0,04 %
Volume échangé	522	-92,91 %
Valeur transigée (FCFA)	5 134 389	-92,49 %
Nombre de titres transigés	4	-87,88 %
Nombre de titres en hausse	1	-50,00 %
Nombre de titres en baisse	0	-100,00 %
Nombre de titres inchangés	3	-85,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SETAO CI (STAC)	1 180	7,27 %	162,22 %
CFAO MOTORS CI (CFAC)	1 700	7,26 %	183,33 %
UNIWAX CI (UNXC)	1 800	5,88 %	339,02 %
TOTALENERGIES MARKETING CI (TTLC)	2 400	4,35 %	-4,00 %
CIE CI (CIEC)	2 490	2,89 %	13,44 %

PLUS FORTES BAISSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SOLIBRA CI (SLBC)	18 000	-7,46 %	39,00 %
AIR LIQUIDE CI (SIVC)	670	-6,29 %	34,00 %
SERVAIR ABIDJAN CI (ABJC)	2 200	-5,17 %	15,79 %
SICABLE CI (CABC)	1 935	-3,25 %	86,06 %
SICOR CI (SICC)	3 400	-2,86 %	-15,00 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	140,62	-0,21 %	22,45 %	55 399	766 325 685	10,68
BRVM-PRINCIPAL (**)	37	204,30	-0,33 %	47,93 %	3 877 188	763 592 145	15,88

INDICES SECTORIELS ANCIENS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE (**)	11	214,18	-2,25 %	82,50 %	53 114	132 462 395	9,72
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	745,38	-0,07 %	-2,43 %	32 542	634 541 465	10,23
BRVM - FINANCES	16	140,19	-0,47 %	37,78 %	3 761 288	469 108 330	9,01
BRVM - TRANSPORT	1	363,49	-0,33 %	10,62 %	13 810	20 207 885	3,84
BRVM - AGRICULTURE	5	365,17	-0,60 %	85,30 %	21 116	137 872 790	11,78
BRVM - DISTRIBUTION	7	522,18	4,03 %	55,74 %	32 628	70 205 430	65,69
BRVM - AUTRES SECTEURS	2	618,56	1,13 %	-4,76 %	18 089	65 519 535	9,30

INDICES SECTORIELS NOUVEAUX

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - TELECOMMUNICATIONS	3	97,09	-0,16 %	-2,91 %	28 977	621 103 690	10,09
BRVM - CONSOMMATION DISCRETIONNAIRE	7	187,95	4,37 %	87,95 %	64 888	152 738 765	82,39
BRVM - SERVICES FINANCIERS	16	137,78	-0,46 %	37,78 %	3 761 288	469 108 330	9,01
BRVM - CONSOMMATION DE BASE (**)	9	189,95	-1,98 %	89,95 %	23 065	171 074 540	10,84
BRVM - INDUSTRIELS	6	129,32	0,34 %	29,32 %	31 625	55 281 590	4,94
BRVM - ENERGIE	4	108,82	1,62 %	8,82 %	19 179	47 173 140	13,38
BRVM - SERVICES PUBLICS	2	111,89	2,68 %	11,89 %	3 565	13 437 775	9,88

Cigarettes «sans fumée»

Une enquête ouverte sur Philip Morris en Italie

La filiale italienne du grand cigarettier américain est suspectée de «pratiques commerciales incorrectes».

L'autorité italienne de la concurrence a annoncé mercredi avoir ouvert une enquête sur Philip Morris Italia, qui a fait la promotion de cigarettes électroniques «sans fumée». La filiale italienne du grand cigarettier américain est suspectée de «pratiques commerciales incorrectes» après avoir promis «un futur sans fumée» ou des «produits sans fumée». Ces expressions pourraient s'avérer «peu claires et trompeuses pour les consommateurs, car elles se réfèrent à des produits qui, bien qu'en l'absence de combustion, ne sont pas exempts de possibles effets nocifs pour la santé, ne sont pas moins nocifs que d'autres et peuvent créer une dépendance», a précisé l'autorité dans un communiqué. Les agents de l'autorité de la concurrence, accompagnés par la police financière, ont inspecté mardi deux sites de Philip Morris en Italie, selon le communiqué.

Condamnation en France

Philip Morris a assuré mercredi qu'il collaborait avec les enquêteurs et qu'il avait «toujours agi dans le respect de la réglementation en vi-



gueur». Le cigarettier a indiqué dans un communiqué à l'AFP que sa communication était «factuelle, fidèle à la vérité et pleinement conforme aux normes italiennes et européennes qui associent l'absence de fumée à l'absence de combustion». En France, la filiale locale de Philip Morris a déjà été condamnée début 2025 à une amende de 500'000 euros pour «publicité directe ou propagande» en faveur des produits du tabac et du vapotage. Le site dédié au dispositif de tabac chauffé IQOS, commercialisé par Philip Morris, présentait notamment, selon la décision rendue par le tribunal correctionnel de Paris en février, des mentions ayant «pour but ou pour effet de valoriser la qualité que la sécurité du dispositif IQOS, sous couvert d'une prétendue réduction des risques liés à la consommation du tabac». L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) a alerté

début octobre sur une nouvelle vague «alarmante» de dépendance à la nicotine liée au développement des cigarettes électroniques, alors que le nombre de fumeurs de cigarettes classiques est en forte baisse. Selon l'agence de santé des Nations unies, les industriels présentent les cigarettes électroniques comme moins nocives que les cigarettes traditionnelles, mais en réalité, ils ciblent agressivement les jeunes et les rendent dépendants. Au moins 15 millions d'enfants entre 13 et 15 ans dans le monde y ont désormais recours, note l'OMS. «Un avenir sans fumée est le principal objectif de Philip Morris International à l'échelle mondiale depuis environ dix ans», a souligné Philip Morris mercredi. Les produits «sans fumée» (vape, sachets de nicotine...) représentent en effet une part croissante de son chiffre d'affaires (41% au deuxième trimestre 2025).

(afp)

Faible rentabilité, valorisations record...

Le spectre d'une bulle plane sur l'IA

Valorisations excessives des géants de l'intelligence artificielle, méga investissements dans les centres de données, toiles d'accords passés entre les acteurs du système... Les parallèles avec la bulle Internet des années 2000 se multiplient.

«Sommes-nous dans une phase où les investisseurs dans leur ensemble sont surexcités par l'intelligence artificielle ? Je pense que oui », répondait fin août à des journalistes le fondateur d'OpenAI, Sam Altman. Moins de deux mois plus tard, l'entreprise, spécialisée dans l'IA générative et connue pour son agent conversationnel ChatGPT, atteignait la valorisation de 500 milliards de dollars. Un record pour une start-up non cotée et surtout, déficitaire. Sur les marchés, c'est l'euphorie. Apple, Nvidia, Microsoft, Alphabet et Amazon, qui investissent massivement dans l'IA, représentent quasiment 30 % de la capitalisation totale du S&P 500. Mais les signaux d'alerte se multiplient. Le PDG de la banque américaine JPMorgan Chase, Jamie Dimon, se montrait début octobre « inquiet » d'une importante

correction du marché dans les prochains mois, sans toutefois parler de bulle. Même mise en garde ce mois-ci de la Banque d'Angleterre. « L'essor actuel de l'IA présente quelques similitudes avec la bulle Internet de la fin des années 1990 », a lancé la semaine dernière le Fonds monétaire international (FMI). D'après la définition de la Banque de France, une bulle spéculative se produit quand le prix d'un actif augmente de manière excessive, bien au-dessus de sa valeur intrinsèque.

Méga investissements

Comme Internet il y a plus de 25 ans, l'intelligence artificielle est une technologie de rupture. Les acteurs du secteur s'attendent à ce que l'IA soit le principal moteur de la croissance dans les années à venir. Dans ce contexte, les géants investissent, massive-

ment. Dans les années 2000, c'était dans la fibre et les installations de télécommunication. Cette fois, ils placent des centaines de milliards dans le matériel informatique et les centres de données, dont la grande majorité est construite aux États-Unis. D'après le cabinet Gartner, les dépenses mondiales en infrastructures dans l'IA devraient atteindre 1 500 milliards de dollars cette année. La question est de savoir si les hyperscalers (Meta, Alphabet, Microsoft, Amazon ou encore Oracle) ne surinvestissent pas comme dans les années 2000. « Le rythme de dépression des actifs technologiques est important, donc s'il y a une phase où les investissements décélèrent et qu'on se rend compte de l'existence de surcapacités, cela va avoir un effet sur la valeur des groupes », pointe Aurélien Duthoit, économiste sectoriel chez l'assureur-crédit Coface.

Avec latribune.fr

L'ÉCO EN BREF

L'euro chute à un niveau historique face au franc suisse

À 0,9210 franc, l'euro atteint un plancher inédit, conséquence directe de la ruée des investisseurs vers la monnaie helvétique, perçue comme une valeur refuge. Le franc suisse continue de s'apprécier, tandis que l'euro poursuit sa dégringolade. Ce mardi, la monnaie européenne est tombée à 0,9210 franc, son

plus bas niveau jamais enregistré face à la devise helvétique, comme le remarque 20 Minuten. Il s'est ensuite redressé légèrement dans la journée pour s'échanger autour de 0,9230 franc en début d'après-midi. Cette envolée du franc s'explique par le contexte d'incertitude mondiale, qui pousse de nombreux investisseurs à se tourner vers des monnaies

considérées comme sûres. Face aux tensions géopolitiques et aux doutes économiques, le franc suisse joue une fois de plus son rôle de valeur refuge. Mais cette situation n'est pas sans conséquences pour l'économie helvétique. Un franc fort rend les produits suisses plus chers à l'étranger, ce qui pénalise les exportateurs et réduit leur compétitivité, notamment dans des secteurs phares comme l'horlogerie, la mécanique de précision ou la pharmacie. À l'inverse, les importations deviennent moins coûteuses, un avantage pour les consommateurs suisses, mais une pression supplémentaire pour les entreprises tournées vers l'international.



Vol au Louvre : le préjudice évalué par le musée à 88 millions d'euros

Lors du spectaculaire braquage, le procureur de Paris chiffre le manque à gagner historique. Le 19 octobre 2025, un coup de maître a été perpétré dans l'aile Denon du Musée du Louvre, à Paris: en un peu plus de sept minutes, quatre individus déguisés en ouvriers ont utilisé un monte-meuble pour accéder à la Gale-

rie d'Apollon, ont brisé des vitrines et sont repartis sur des scooters avec huit joyaux historiques de la Couronne de France. La procureure de la République de Paris, Laure Beccuau, a évalué ce mardi sur RTL le préjudice à environ 88 millions d'euros. « Cette somme est effectivement spectaculaire, mais il faut bien garder en mémoire que ce préjudice est un pré-

judice économique et qu'il n'a rien de comparable au préjudice historique causé par ce vol », insiste la magistrate. Les voleurs, qui ont laissé derrière eux la couronne de l'impératrice Eugénie – épouse de Napoléon III –, sont néanmoins repartis avec huit joyaux historiques. Parmi ces trésors figurent notamment le diadème d'Eugénie, serti d'environ 2000 diamants, ainsi que le collier appartenant à la parure de saphirs de Marie-Amélie, dernière reine de France, et d'Hortense de Beauharnais, la mère de Napoléon III.



Les Bourses européennes terminent en hausse

Les Bourses européennes ont terminé en hausse mardi, le CAC 40 à Paris signant de nouveaux records en séance comme en clôture, profitant de l'atténuation du risque politique et des publications d'entreprises. La Bourse de Paris a terminé en hausse de 0,64 %, inscrivant un nouveau sommet historique en séance à 8.271,48 points, mais aussi en clôture, à 8.258,86 points, quand la

Bourse de Francfort a gagné 0,29 %, Londres 0,25 % et Milan 0,60 %. De son côté, la Bourse de New York a ouvert en reprenant son souffle ce mardi, s'accordant une pause après sa progression de la veille, les investisseurs portant leur attention sur les nombreuses publications de résultats de la journée. Dans les premiers échanges, le Dow Jones grappillait 0,06 %, l'indice Nasdaq lâchait 0,04 % et l'indice

élargi S&P 500 gagnait 0,04 %. Parallèlement, l'or plonge ce mardi, plombé par les prises de bénéfices des investisseurs après les sommets atteints ces dernières semaines. Vers 16 h 35 à Paris, l'once d'or (31,1 g) perdait 5,18 % à 4.130,4 dollars. Le prix de l'once d'argent (31,1 g) est, lui, tombé à 47,8914 dollars, après avoir dévié de plus de 8,6 %, sa plus lourde chute depuis 2021.



(Sélection AFP et Reuters)

Monde

Des centaines de millions de pauvres sont exposés aux chocs climatiques

Près de 80 % des pauvres du monde – soit 887 millions de personnes – vivent dans des régions exposées à des chaleurs extrêmes, à des inondations et à d'autres risques climatiques, ce qui souligne l'urgence d'une action mondiale pour résoudre ce problème.

C'est ce qu'indique un rapport publié vendredi par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et l'Université d'Oxford en amont de la COP30, la conférence sur le climat qui se tiendra au Brésil le mois prochain. En superposant pour la première fois les données sur les aléas climatiques à celles sur la pauvreté multidimensionnelle, ce rapport révèle comment la crise climatique transforme la pauvreté mondiale. « La pauvreté n'est plus un problème socio-économique isolé. Elle est aggravée et étroitement liée aux effets de plus en plus dramatiques de l'urgence climatique », a déclaré Haoliang Xu, Administrateur par intérim du PNUD, à ONU Info.

Chaleur, pollution, inondations, sécheresse

Les fortes chaleurs, la pollution atmosphérique, les



● © UNICEF/Ulet Ifansasti. Un homme traversant des terres agricoles desséchées dans la province du Nusa Tenggara oriental, en Indonésie.

inondations et la sécheresse sont les aléas les plus répandus qui touchent les populations pauvres du monde, souvent confrontées simultanément à de multiples défis environnementaux. À l'échelle mondiale, 1,1 milliard de personnes vivent dans une pauvreté multidimensionnelle – qui touche la santé, l'éducation et le niveau de vie – et 887 millions sont directement exposées à au moins un aléa climatique. Un nombre impressionnant

de 651 millions de personnes subissent deux ou plusieurs chocs climatiques, tandis que 309 millions vivent dans des régions confrontées simultanément à trois ou quatre chocs climatiques.

Les régions les plus affectées

L'Asie du Sud et l'Afrique subsaharienne comptent le plus grand nombre de personnes pauvres vivant dans des régions touchées par des

aléas climatiques, avec respectivement 380 millions et 344 millions de personnes. En Asie du Sud, la quasi-totalité des personnes vivant dans la pauvreté (99,1 %) est confrontée à un ou plusieurs chocs climatiques. La région est également en tête mondiale pour le nombre de personnes confrontées à deux aléas ou plus, avec 351 millions de personnes (91,6 %). « Les pays à revenu intermédiaire sont un épice caché de la pauvreté multidimensionnelle, abritant près de deux tiers des personnes pauvres. C'est également là que la crise climatique et la pauvreté convergent de manière significative », a déclaré Sabina Alkire, Directrice de l'Initiative d'Oxford sur la pauvreté et le développement humain, à ONU Info. On estime qu'environ 548 millions de personnes pauvres dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure sont exposées à au moins un risque climatique, et plus de 470 millions sont confrontées à deux ou plus. Le rapport révèle également que les pays présentant actuellement des niveaux de pauvreté multidimensionnelle plus élevés devraient connaître les plus fortes hausses de température d'ici la fin du siècle.

« Espoir et coopération »

Les auteurs du rapport ont souligné la nécessité d'une action mondiale immédiate. « De notre point de vue au PNUD, la résolution de problèmes aussi complexes et

interdépendants nécessite des solutions globales et intersectorielles, financées de manière adéquate et mises en œuvre de toute urgence », a déclaré M. Xu. « En prévision de la COP30, nous portons un message d'espoir et de coopération. Nous savons ce qui fonctionne et pouvons continuer à soutenir les populations et les pays dans le besoin », a-t-il ajouté.

Avec news.un.org



● © UNHCR/Tiksa Negeri. Des personnes déplacées par des inondations transportent leurs enfants et leurs biens le long d'une route inondée à Bentiu, au Soudan du Sud (photo d'archives).

HOROSCOPE finance

Bélier Le Ciel n'est pas du tout néfaste sur le plan financier. Vous pourrez avoir droit à une bonne surprise. Mais la présence de Pluton dysharmonique dans votre Ciel pourra vous souffler un comportement tout à fait infantile ou imprudent. Attention, si vous vous passez tous vos caprices, vos économies vont fondre comme neige au soleil !

Taureau Vous gérerez le budget familial avec assurance et doigté. Vous pourrez même effectuer une importante transaction à la faveur du Soleil en aspect harmonique. Ne faites pas encore ce gros achat envisagé depuis peu.

Gémeaux Il paraît que l'argent aura tendance à sortir à gros flots de votre escarcelle, malgré vos efforts d'organisation et d'économie. Ces dépenses seront vraisemblablement en relation avec la vie sentimentale. Cherchez à consolider vos positions durant cette journée, qui facilite les placements durables et toute initiative dans l'immobilier. Vous serez bien avisé de renoncer à des projets d'un coût exorbitant et pouvant absorber toutes vos ressources financières.

Cancer Sous l'influence d'Uranus, vous pourriez bénéficier d'une rentrée d'argent aussi intéressante qu'inattendue. Il reste cependant qu'avec Neptune en aspect dysharmonique vous risquez d'être mal conseillé si vous choisissez de placer cette somme. Pour vous éviter une déconvenue, ce sera le moment de faire appel à votre sens inné de gestion, ce qui, sous de tels auspices, ne sera pas facile.

Lion Méfiez-vous ! Vous risquez de prendre vos désirs pour des réalités et de vous embrouiller les idées. Avant de vous lancer dans des opérations financières coûteuses, renseignez-vous soigneusement. Cela vous évitera de sérieux déboires.

Vierge Vous soucis pécuniaires s'éloigneront à pas de géant. L'argent d'un peu partout convergera vers votre escarcelle. Même les débiteurs dont vous désespériez paieront leur écot de façon on ne peut plus correcte. Mais vous aurez un nouveau souci, celui de dépenser cet argent ! Comme le disait Lucius Florus, "il est aussi mauvais d'avoir de l'argent que de n'en avoir pas".

Balance La Lune en cette configuration vous apportera les soutiens que vous attendiez, principalement dans le domaine matériel. Sachez profiter au mieux de ces influences pour régler les problèmes pécuniaires qui hantent votre esprit depuis quelque temps.

Scorpion Avec les dépenses imprévues que Jupiter vous obligera à engager aujourd'hui, de sérieuses difficultés de trésorerie pourront vous rendre la vie plus dure que vous ne l'aviez envisagée, surtout si vous avez laissé traîner quelques dettes. Désormais, essayez de ne plus vivre au-dessus de vos moyens, même si les conditions de crédit pour certains achats vous semblent excessivement alléchantes.

Capricorne Pour bien des natifs du signe, l'immobilier sera une source de dépenses fort importantes, qu'il s'agisse du problème des réparations, des frais d'embellissement ou d'un achat éventuel. Une grande prudence s'imposera : il conviendra de ne pas se mettre sur le dos une charge qu'il sera difficile d'assumer par la suite : "Avant de bâtir la tour, il faut calculer la dépense" (Evangile selon saint Luc).

Sagittaire Si vous aviez un projet nécessitant un investissement important, vous devriez pouvoir trouver sans trop de difficultés les fonds nécessaires à sa mise en œuvre. En effet, Jupiter devrait vous aider à résoudre les problèmes en suspens qui vous mettaient dans une situation inconfortable.

Verseau Vous effectuerez de bons placements grâce au concours de Jupiter. Très actif, vous multiplierez les initiatives. Mais vous risquez d'avoir les yeux plus gros que le ventre et de commettre des erreurs.

Poisson Vous aurez sans doute des choix financiers importants à faire. Ne vous décidez pas à la légère. Pour certains natifs, cet impact de Mercure se traduira par une profonde remise en question de leur attitude vis-à-vis de l'argent. Soit vous vous en désintéresserez, soit, au contraire, vous consacrerez toute votre énergie à en gagner davantage.

L'économiste

Premier Quotidien Economique du Togo - REC N°0602/11/12/19/HAAC
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207
Adresse : Rue Entreprise de l'Union, en face de la Pharmacie des Roses – Agoè Télessou
Email : contact@leconomistedutogo.tg
Site web : www.leconomistedutogo.tg
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

Directeur Général

Léonard DOSSOU
(+228 96 26 05 15)

Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE
(+228 91 46 14 79)

Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A
(+228 90 16 47 09)

Rédacteur en Chef

Joël YANCLO
(+228 97 78 79 07)

Rédacteurs

Hélène MARTELOT
Nicole ESSO

Junior AREDOLA
Vivien ATAKPABEM
Wilson LAWSON

Directeur Commercial

Eli DEKOU
(+228 92 10 93 53)

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

A.Koffivi. AMOUZOUKPE

Rebrand
5th EDITION
YOUR LEADERSHIP



Thème

DU LEADERSHIP À LA GOUVERNANCE ET AUX PERFORMANCES COMMERCIALES DANS LES ORGANISATIONS ET ENTREPRISES AFRICAINES.

SAM 06 DÉCEMBRE 2025

9H00-22H30

HÔTEL SARAOKAWA LOME-TOGO

+228 92860146 / +228 96840249

info@senakpon.com

INTERVENANTS



Antonin DOSSOU
Ancien ministre (BÉNIN)
Ancien haut cadre de la BCEAO
Consultant senior BEEEX consulting



Jonas DAOU
Pdt Group Kapi / Président
Association des grandes entreprises du Togo



Nabou FALL
Coach - Entrepreneur/



Stéphan CORIDON
Directeur Général Ithos CI /
Performance & Leadership
Coach/ Expert Comportement
Organisationnel



Yves MAYILAMENE
Régional HR Lead
Glencore Copper Africa



Adjaratou LAWANI
DG ALA Consulting



Marcellin S. GANDONOU
CEO SENAKPON GROUP



Luc AGBETOHO
Juriste, Consultant-Formateur



Armand POGNON
Coach - Président Fiad



Louis M. KEUMAYO
Journaliste/ Directeur New world
Magazine



Rabiadou BELLO
Consultante RH Expertise en QVT/QVCT
Directrice Associée IPIKAR Consulting



Restauration des paysages forestiers

Le plan d'action régional présenté aux acteurs de Blitta

Le Plan d'action régional (PAR) pour la Restauration des paysages forestiers (RPF) a été présenté aux acteurs de la préfecture de Blitta, réunis en atelier, le lundi 20 octobre à Blitta-Gare.

Cette rencontre est initiée par le projet Forests4Future (F4F) en collaboration avec le ministère en charge de l'Environnement. Elle s'inscrit dans le cadre de ce projet mis en œuvre par la Coopération allemande à travers la GIZ, avec le cofinancement du Grand-Duché de Luxembourg. L'activité a réuni les membres de la Commission communale de développement durable (CCDD) de la préfecture et des agents du ministère en charge de l'Environnement. Cet atelier de restitution a permis d'éclairer les acteurs locaux de la CCDD, sur le contenu du Plan d'action régional afin de faciliter sa compréhension et son appropriation. Il a aussi été question de renforcer la participation des communes et des acteurs de base au processus de validation de ce plan afin de garantir sa légitimité et son efficacité lors de sa mise en œuvre. Les participants ont suivi la présentation du PAR, notamment ses orientations stratégiques, ses priorités d'action, ses cibles



de restauration, les rôles des communes et acteurs locaux ainsi que son processus d'élaboration. Les observations, recommandations et amendements des parties prenantes ont été recueillis et intégrés dans le document pour améliorer sa pertinence et sa cohérence par rapport aux réalités locales. Le préfet de Blitta, Batossa Boukari, a remercié les partenaires pour leur accompagnement du président du Conseil dans sa volonté de restaurer 1,4 million d'hectares à l'horizon 2030. Il s'est dit convaincu que l'exécution de ce PAR contribuera à l'atteinte de cet objectif. Le représentant du chef de mission F4F-GIZ, Akpoto Komlan, a souligné que la réussite de la RPF nécessite une gouvernance

locale forte, une planification concertée, et une synergie d'actions entre tous les acteurs. Il a encouragé les acteurs de développement à s'approprier ce PAR, à l'adapter à leurs contextes locaux, et à travailler ensemble afin que les ambitions nationales se traduisent en résultats concrets sur le terrain. Le représentant du directeur régional de l'Environnement, Cdt Yata Chris, a salué cette initiative qui contribue à la lutte contre les changements climatiques qui sévissent dans tous les pays en général et au Togo en particulier. Le même atelier de restitution est prévu dans les autres préfectures de la région Centrale.

Avec ATO/SF/MEK/BV

Tottenham

Les débuts compliqués de Xavi Simons

Arrivé cet été à Tottenham, après deux années concluantes au RB Leipzig, Xavi Simons connaît des débuts très compliqués avec les Spurs. Retour sur ses premiers pas avec le club londonien avant d'affronter l'AS Monaco, en Ligue des Champions, ce mercredi.

Le 3 août dernier, Tottenham affronte Newcastle en match amical d'avant-saison. L'occasion pour les hommes de Thomas Frank, fraîchement arrivé sur le banc des Spurs, de parfaire leur préparation avant la Supercoupe d'Europe contre le Paris Saint-Germain et la reprise de la Premier League. Une rencontre qui a viré au cauchemar pour James Maddison. Entré à la 75e minute, l'international anglais sort dix minutes plus tard, suite à une douleur au genou. Le verdict est sans appel : rupture du ligament croisé antérieur



du genou droit pour le milieu offensif de 28 ans. Une absence de taille pour Tottenham, qui perd son maître à

jouer pour une grande partie de la saison. C'est donc dans l'urgence que le club londonien scrute le marché, à la recherche d'un remplaçant. Snobé par Eberechi Eze, qui a préféré rejoindre le rival Arsenal, Tottenham trouve finalement sa perle rare, le 29 août : sept mois après avoir définitivement quitté le PSG, Xavi Simons (22 ans) rejoint les Spurs en provenance du RB Leipzig, contre 60 millions d'euros. Une nouvelle étape pour l'ancienne pépite du FC Barcelone, après des prêts réussis au PSV Eindhoven et au RBL.

Avec footmercato.net

Santé/Prise en charge du diabète

Des prestataires de soins formés sur l'éducation thérapeutique du patient

Une cinquantaine de prestataires de santé, notamment des médecins généralistes, pharmaciens, paramédicaux, éducateurs du diabète et pairs éducateurs du Grand Lomé prennent part, du 17 octobre au 03 novembre à Lomé, à un atelier de formation sur l'éducation thérapeutique du patient diabétique de type 2.

La formation est organisée par l'ONG Mutualistes sans frontières, en collaboration avec la division de la surveillance des maladies non transmissibles. L'objectif est de permettre aux soignants de mieux accompagner les patients dans la gestion quotidienne de leur diabète. L'activité s'inscrit dans le cadre du projet « Maison du diabète », qui est un dispositif d'accueil de patients atteints de diabète de type 2 et de type gestationnel. Le but de ce projet est de favoriser la prévention des risques sanitaires liés au diabète ainsi que de développer un parcours de prévention et d'accompagnement en collaboration avec les professionnels de santé et spécialistes français et togolais. Le projet « Maison du diabète » est porté par le Comité de développement de Bè, le Centre communautaire de Bè, les mairies du Golfe, la Maison du diabète et des risques cardiovasculaires des Alpes-Maritimes et Mutualistes Sans Frontières. Durant ces jours de travaux, les prestataires vont comprendre mieux la physiopathologie et les facteurs de risque du diabète, maîtriser les protocoles nationaux de dépistage et de suivi, approfondir leurs connaissances sur l'Education thérapeutique du patient (ETP). A travers cette formation, ils



seront bien outillés pour accompagner les communautés dans la promotion de modes de vie sains. La formation est assurée par Dr Serges Kodjo, endocrinologue, diabétologue et nutritionniste au CHU Sylvanus Olympio et Mme Patricia Cohen Solal, infirmière diplômée d'Etat (IDE) et diététicienne de Nice (France).

L'éducation thérapeutique, une partie intégrante de la prise en charge du patient

Selon l'enquête STEPS 2021, au sein de la population de 18 à 69 ans, la prévalence du diabète est de 4,9%. Face à ce constat, l'éducation thérapeutique du patient diabétique s'affirme comme une stratégie centrale pour améliorer la prise en charge, favoriser l'autonomie des malades et prévenir les complications. Pour Dr Serges Kodjo, l'éducation thérapeutique ne consiste pas seulement en un « cours » donné au patient, mais en un dialogue, en co-

construction d'un projet de soin avec le patient, en prenant en compte ses priorités, ses contraintes, ses ressources. « Le prestataire de soins doit donner au patient des connaissances sur sa maladie (type de diabète, complications possibles, rôle de l'alimentation, de l'exercice, des traitements) et lui transmettre des compétences pour gérer sa vie quotidienne et surtout encourager une posture d'acteur de sa santé », indique-t-il. L'ETP, renchérit Mme Patricia Cohen Solal, permet d'améliorer la qualité de vie des personnes atteintes de diabète, de réduire le nombre de complications du diabète en améliorant l'équilibre glycémique et le suivi. « L'éducation thérapeutique c'est un outil incontournable de la prise en charge des maladies chroniques, nécessaire à la motivation et à l'acquisition de connaissances, de compétences et d'attitudes appropriées par le patient », a précisé Mme Cohen Solal.

Avec ATOP/AO/KYA

Opportunités !!!

Chambres meublées, spacieuses et climatisées sises à Cotonou – Sikecodji - non loin de l'Etoile Rouge.

Meilleurs tarifs avec une bonne connexion internet.

Appeler le : (+229) 69 19 08 80 / 60 91 78 00 / 97 14 85 43.

Le Togo en chiffres

DEVELOPPEMENT ET INEGALITES

	Pays	Afrique subsaharienne
PIB/habitant (FMI, 2023)	1 001 USD	1 680 USD
Classement IDH (PNUD, 2022)	163/193	-
Coefficient de GINI (BM, 2021)*	37,9	-
Part de la population disposant de moins de 2,15 USD par jour (BM, 2021)	26,6%	36,7% (2019)
Taux d'alphabétisation des adultes (BM, 2019)	67%	68%
Nombre moyen d'années de scolarité (NU, 2022)	5,6 ans	6 ans (2022)
Part de l'emploi vulnérable (BM, 2022)	71%	75%
Part de la population urbaine vivant dans des bidonvilles (BM, 2020)	39%	51%
APD nette par habitant (BM, 2022)	49 USD	49 USD
Taux d'inclusion financière (BM, 2021)**	49,65%	55,1%

* Le coefficient de Gini est un indicateur permettant de rendre compte du niveau d'inégalité de revenus au sein de la population. Il varie entre 0 (égalité parfaite) et 100 (inégalité extrême).
** Pourcentage de la population âgée de 15 ans et plus détentrice d'un compte dans une institution financière ou auprès d'un fournisseur de services d'argent mobile.

	Pays	Afrique
Nombre de médecins pour 1 000 habitants (OMS, 2014-2022)	0,08	0,26
Cas estimés de paludisme pour 1 000 habitants à risques (OMS, 2022)	231	223
Prévalence de la sous-alimentation dans la population totale (FAO, 2021-2023)	12,8%	19,9% (2022)

INFRASTRUCTURES

Taux d'accès à l'électricité (BM, 2022)	57,2%	51,4%
Taux d'accès à l'eau potable (BM, 2022)	71%	65%
Taux d'accès aux services d'assainissement de base (BM, 2022)	19%	35%
Classement Africa infrastructure development index (BAFD, AIDI 2022)	43/54	-
dont Transport index	28/54	-
Taux d'abonnement à la téléphonie mobile (BM, 2022)	74%	89%
Part de la population utilisatrice d'internet (BM, 2022)	38%	37% (2023)
Indice de performance logistique (BM, 2023)*	2,5	2,5

* L'indice de la Banque mondiale évalue le réseau de services qui soutient le mouvement physique des marchandises à l'intérieur et à l'extérieur des frontières. Il varie entre 1 (performance faible) et 5 (performance élevée).

Classements d'indicateurs de gouvernance

Transparency international 2023	126/180
Mo Ibrahim 2023	22/54
Reporters sans frontières 2024	113/180

1^{er} Le Togo est le 1^{er} exportateur de soja bio vers l'Union Européenne (UE), avec un volume estimé à 98 747 tonnes en 2023, selon le rapport EU imports of organic agri-food products, Key developments in 2023 (Commission de l'UE).
● Source : tresor.economie.gouv.fr

Le saviez
vous ?

**NOUS VOUS
PRÊTONS**

quand vous avez tout
investi dans le stock.

Jusqu'à

80%

de la valeur
du stock

Durée

jusqu'à 1 an
renouvelable



BANK OF AFRICA

BMCE GROUP



f | www.boatogo.com